



Distribution : générale, 10 janvier 2018/Original : anglais

Conférence des Parties à la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et de la gestion des déchets dangereux produits en Afrique

« La Convention de Bamako : Une plateforme pour une Afrique sans pollution »

**Deuxième Réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bamako
Réunion du segment ministériel**

Abidjan, 30 janvier - 1^{er} février 2018

Projet de Plan de travail, de budget et quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour la période biennale 2018-2019

Note élaborée par le Secrétariat

1. Contexte

1. Dans la décision 1/8 relative au dispositif financier pour l'administration de la Convention sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique (Convention de Bamako), la Première Conférence des Parties a :
 - a. adopté le Règlement financier pour l'administration de la Convention de Bamako ;
 - b. créé un Fonds renouvelable pour aider à faire face aux situations d'urgence, conformément à l'Article 14.3 de la Convention de Bamako ;
 - c. adopté le barème des quotes-parts à apporter au budget ordinaire et au Fonds renouvelable pour aider à faire face aux situations d'urgence ;
 - d. créé un Fonds d'affectation spéciale pour la Convention de Bamako, conformément à l'Article 14.4 de la Convention de Bamako et à la Règle 5 du Règlement financier pour l'administration de la Convention de Bamako ; et
 - e. encouragé les États Parties et non-Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale dès que possible pour assurer une bonne mise en œuvre des décisions de la Conférence.
2. Lors de sa première session, qui s'est tenue en juin 2014, dans sa Résolution 1/16, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) a approuvé la création d'un Fonds général d'affectation spéciale pour la Convention de Bamako (au titre du Budget du programme principal du Secrétariat) et d'un Fonds d'affectation spéciale (pour les activités du Secrétariat financées par des contributions volontaires).
3. Dans sa décision 1/10 concernant le Plan de travail et le budget pour l'année civile 2014, la Conférence a adopté le Plan de travail et le budget pour l'exercice 2014 et demandé au Secrétariat technique d'élaborer un Plan d'activités détaillé, en collaboration avec le Comité consultatif scientifique et technique et d'autres organes nationaux, régionaux et internationaux pertinents qualifiés dans les domaines relatifs aux déchets

dangereux, en vue de mettre en œuvre le Plan de travail. Toutefois, en raison d'un manque de fonds disponible, le Secrétariat n'a pu organiser une réunion du Comité consultatif scientifique et technique.

4. Le paragraphe 1 de l'Article 14 de la Convention de Bamako prévoit que le budget ordinaire de la Conférence des Parties, ainsi qu'il est spécifié aux Articles 15 et 16 de la Convention, est établi par le Secrétariat et approuvé par la Conférence. Le Secrétariat a préparé la présente note qui fournit des informations sur le revenu et les dépenses pour la période biennale 2018-2019, pour examen par les Parties lors de la deuxième Session de la Conférence des Parties. Afin de faciliter l'établissement des priorités par les Parties, le Secrétariat a inclus dans les budgets opérationnels proposés quatre scénarios, à savoir :

- a. Scénario 1 : sur la base du Plan de travail et du budget, tels qu'adoptés par la dernière session de la Conférence des Parties. Sur les hypothèses ci-après ont été formulées :
 - i. la totalité (100 %) des activités figurant dans le Plan de travail adopté lors de la COP1 doivent être prises en compte, étant donné que ces activités n'ont pas été réalisées, faute de financement ;
 - ii. une hausse de 5 % doit être appliquée pour tenir compte du taux d'inflation estimé ;
 - iii. les postes budgétaires doivent être couvertes par les quotes-parts des Parties (100 %) : organisation de la 3^e Conférence des Parties ;
 - iv. les postes budgétaires doivent être couvertes par les contributions volontaires des Parties (100 %) : 1^{ère} réunion du Comité consultatif scientifique et technique et assistance ;
 - v. tous les coûts du Secrétariat doivent être pris en charge par le Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- b. Scénario 2 : sur la base du fait que certaines activités restreintes sont à retirer du scénario 1, avec pour implication que ce ne sont pas toutes les décisions de la première Conférence des Parties qui seront incluses dans le Plan de travail et celles qui n'ont pas été prises en compte ne seront pas mises en œuvre. Hypothèses :
 - i. les produits/activités ci-après ont été retirés du scénario 1 :
 1. informations gérées, diffusées et échangées de manière efficace ;
 2. parties prenantes pertinentes mettant effectivement en œuvre la Convention.
 - ii. les coûts d'organisation de la COP3 sont couverts à hauteur de 80 % par le biais des quotes-parts et à hauteur de 20 % par le biais des contributions volontaires.
- c. Scénario 3 : la même logique que dans le scénario 2 est utilisée avec une réduction supplémentaire du nombre d'activités à mettre en œuvre. Hypothèses :
 - i. les produits/activités ci-après ont été retirés du scénario 2 :
 1. promotion de la ratification et de la mise en œuvre des Conventions de Bâle/Bamako ;
 - ii. les coûts d'organisation de la COP3 sont couverts à hauteur de 60 % par le biais des quotes-parts et à hauteur de 40 % par le biais des contributions volontaires.
- d. Scénario 4 : repose sur le strict minimum d'activités à mettre en œuvre, lesquelles sont alignées sur les activités réputées essentielles à l'exécution de la Convention. La même logique que dans le scénario 3 est utilisée, assortie d'une réduction supplémentaire du nombre d'activités à mettre en œuvre. Hypothèses :
 - i. les produits/activités ci-après ont été retirés du scénario 3 :
 1. mobilisation des ressources pour une gestion rationnelle des produits chimiques
 - ii. les coûts d'organisation de la COP3 sont couverts à hauteur de 50 % par le biais des quotes-parts et à hauteur de 50 % par le biais des contributions volontaires.

5. Plan de travail et budget adoptés lors de la COP1. Le Tableau 1 montre le plan de travail et le budget, tels qu'adoptés lors de la COP1 :

Objectif : Mise en œuvre effective de la Convention de Bamako

N°	Produit	Résultat	Activités	Mesure des performances	Budget estimatif (en dollars EU)
1	Élaboration d'une législation nationale adéquate sur l'interdiction du mouvement des déchets dangereux	Convention mise en œuvre par le biais d'une législation nationale	Examen de la législation nationale consultation avec les parties prenantes pertinentes ; sensibilisation et rédaction de la législation nationale	Parties dotées d'une législation nationale adéquate sur le système de surveillance des mouvements transfrontières et de la gestion de déchets dangereux	400 000
2	Informations gérées diffusées et échangées de manière efficace	Enquêtes sur les besoins d'information ; élaboration de systèmes d'information ; formation (atelier/pièces jointes)	1. Renforcement des mécanismes nationaux et régionaux de compensation ; 2. Formation relative aux mécanismes d'échange d'informations	1. Mécanisme d'échange d'informations initié aux niveaux national et régional ; 2. Personnel clé chargé de l'application de la loi formé à l'utilisation analytique du mécanisme d'échange d'informations.	300 000 150 000
3	Formation des autorités compétentes des correspondants et des observatoires de gestion des déchets	Autorités compétentes correspondants et observatoires de gestion des déchets capables de s'acquitter de leurs responsabilités découlant de la Convention	Atelier sur les exigences d'établissement de rapports des Conventions de Bamako et de Bâle en référence à l'élaboration d'inventaires nationaux des déchets dangereux.	1. Inventaires initiés au niveau pays. 2. Les Parties produisent des rapports tels que requis dans le cadre des Conventions	440 000
4	Élaboration d'une stratégie pour la gestion des déchets dangereux et de ses programmes de financement Mobilisation de ressources pour une gestion rationnelle des produits chimiques	Programmes de gestion des déchets dangereux financés Stratégie de financement élaborée et disponible au niveau pays	1. Création de partenariats 2. Renforcement de l'expertise nationale	1. Nombre d'activités financées 2. Nombre de stratégies élaborées et mises en œuvre 3. Nombre de partenariats noués	200 000 340 000
5	Parties prenantes pertinentes mettant en œuvre de manière effective la Convention	Familiarisation du personnel chargé de l'application de la loi avec les obligations découlant de la Convention	Ateliers nationaux dans 16 pays visant à former les agents des douanes de la police des ports de l'environnement et des	Ateliers organisés ; responsables des agences nationales formés	400 000

			affaires juridiques		
6	Promotion de la ratification et de la mise en œuvre des Conventions de Bamako/Bâle	Représentation et participation plus larges de la région Afrique aux Conventions	Élaboration de fiches d'information de documents d'information de brochures de dossiers de presse Organisation de réunions avec les parlementaires et les décideurs	Huit (8) autres ratifications de la Convention de Bamako ; sensibilisation accrue des décideurs et des communautés aux questions concernant la gestion des déchets dangereux (par exemple les déchets électroniques) Dix (10) parlementaires formés dans tous les États membres	250 000
7	Collaboration avec la Convention de Bâle et les institutions pertinentes Coopération efficace avec les Centres régionaux et de coordination de la Convention de Bâle (CRCCB) Création de partenariats	Élaboration d'une approche complémentaire de la gestion des déchets dangereux dans la région Afrique Centres régionaux facilitant la mise en œuvre des Conventions de Bamako et de Bâle Relations de travail formelles nouées avec les Secrétariats des Conventions pertinentes les OIG les ONG et le secteur des affaires	1. Promotion de la Convention de Bamako pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux 2. Élaboration de programmes d'activités conjoints 3. Élaboration d'un plan d'affaires conjoint pour le Secrétariat de la Convention de Bamako et les CRCCB en Afrique et dans d'autres régions (coopération Sud-Sud)	Les Conventions de Bamako et de Bâle sont effectivement utilisées pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux Plan d'affaires mis en œuvre Programmes conjoints Nombre d'activités conjointes réalisées	140 000 150 000 160 000
TOTAL					2 930 000

Tableau 1 : Plan de travail et budget adoptés lors de la COP1

6. **Scénario 1** : Plan de travail, budget et quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour la période biennale 2018–2019

a. **Plan de travail chiffré**

N°	Produit	Résultat	Activités	Mesure des performances	Budget estimatif (en dollars EU)
1	Élaboration d'une législation nationale adéquate sur l'interdiction du mouvement des déchets dangereux	Convention mise en œuvre par le biais d'une législation nationale	Examen de la législation nationale, consultation avec les parties prenantes pertinentes ; sensibilisation et rédaction de la législation nationale	Parties dotées d'une législation nationale adéquate sur le système de surveillance des mouvements transfrontières et de la gestion de déchets dangereux	420,000
2	Informations gérées, diffusées et échangées de manière efficace	Enquêtes sur les besoins d'information ; élaboration de systèmes d'information ; formation (atelier/pièces jointes)	1. Renforcement des mécanismes nationaux et régionaux de compensation ; 2. Formation relative aux mécanismes d'échange d'informations	1. Mécanisme d'échange d'informations initié aux niveaux national et régional ; 2. Personnel clé chargé de l'application de la loi formé à l'utilisation analytique du mécanisme d'échange d'informations.	315,000 157,500
3	Formation des autorités compétentes, des correspondants et des observatoires de gestion des déchets	Autorités compétentes, correspondants et observatoires de gestion des déchets capables de s'acquitter de leurs responsabilités découlant de la Convention	Atelier sur les exigences d'établissement de rapports des Conventions de Bamako et de Bâle, en référence à l'élaboration d'inventaires nationaux des déchets dangereux.	1. Inventaires initiés au niveau pays. 2. Les Parties produisent des rapports, tels que requis dans le cadre des Conventions	462,000
4	Élaboration d'une stratégie pour la gestion des déchets dangereux et de ses programmes de financement Mobilisation de ressources pour une gestion rationnelle des produits chimiques	Programmes de gestion des déchets dangereux financés Stratégie de financement élaborée et disponible au niveau pays	3. Création de partenariats 4. Renforcement de l'expertise nationale	4. Nombre d'activités financées 5. Nombre de stratégies élaborées et mises en œuvre 6. Nombre de partenariats noués	210,000 357,000
5	Parties prenantes pertinentes mettant en œuvre de manière effective la Convention	Familiarisation du personnel chargé de l'application de la loi avec les obligations découlant de la Convention	Ateliers nationaux dans 16 pays visant à former les agents des douanes, de la police, des ports, de l'environnement et des	Ateliers organisés ; responsables des agences nationales formés	420,000

			affaires juridiques		
6	Promotion de la ratification et de la mise en œuvre des Conventions de Bamako/Bâle	Représentation et participation plus larges de la région Afrique aux Conventions	Élaboration de fiches d'information, de documents d'information, de brochures, de dossiers de presse Organisation de réunions avec les parlementaires et les décideurs	Huit (8) autres ratifications de la Convention de Bamako ; sensibilisation accrue des décideurs et des communautés aux questions concernant la gestion des déchets dangereux (par exemple, les déchets électroniques) Dix (10) parlementaires formés dans tous les États membres	262,500
7	Collaboration avec la Convention de Bâle et les institutions pertinentes Coopération efficace avec les Centres régionaux et de coordination de la Convention de Bâle (CRCCB) Création de partenariats	Élaboration d'une approche complémentaire de la gestion des déchets dangereux dans la région Afrique Centres régionaux facilitant la mise en œuvre des Conventions de Bamako et de Bâle Relations de travail formelles nouées avec les Secrétariats des Conventions pertinentes, les OIG, les ONG et le secteur des affaires	4. Promotion de la Convention de Bamako pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux 5. Élaboration de programmes d'activités conjoints 6. Élaboration d'un plan d'affaires conjoint pour le Secrétariat de la Convention de Bamako et les CRCCB en Afrique et dans d'autres régions (coopération Sud-Sud)	Les Conventions de Bamako et de Bâle sont effectivement utilisées pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux Plan d'affaires mis en œuvre Programmes conjoints Nombre d'activités conjointes réalisées	147,000 157,500 168,000
TOTAL					3,076,500

Tableau 4 : Plan de travail chiffré pour la période biennale 2018-2019 (scénario 1)

b. Budget de base pour l'année 2018

N°	Poste budgétaire			Montant (en dollars EU)			
				Total	Quotes-parts	Contributions volontaires	
1	Troisième Conférence des Parties (étant donné que les COP se tiennent tous les deux ans, les coûts indiqués représentent la moitié des coûts totaux)	Déplacements et indemnités journalières des participants		52,500	52,500	0	
		Personnes-ressources		26,250	26,250	0	
		Communications		10,500	10,500	0	
		Rapports		18,375	18,375	0	
		Reprographie et papeterie		5,250	5,250	0	
		Restauration		13,125	13,125	0	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		63,000	63,000	0	
Sous-total 1			189,000	189,000	0		
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	Déplacements et indemnités journalières des participants		73,500	0	73,500	
		Personnes-ressources		21,000	0	21,000	
		Communications		10,500	0	10,500	
		Rapports		5,250	0	5,250	
		Reprographie et papeterie		5,250	0	5,250	
		Restauration		7,350	0	7,350	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		10,500	0	10,500	
Sous-total 2			133,350	0	133,350		
3	Coûts de secrétariat (à supporter par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P5	209,700	474,150	0	0
			1 P3	154,450			
			1 G7	55,000			
			1 G5	55,000			
		Déplacement		50,000	0	0	
		Communications		10,000	0	0	
		Reprographie		4,000	0	0	
		Papeterie		4,850	0	0	
Autres coûts		5,000	0	0			
Sous-total 3			(548,000)	0	0		
4	Assistance et soutien technique aux Parties (voir Plan de travail)			3,076,500	0	3,076,500	
	Sous-total 4			3,076,500	0	3,076,500	

TOTAL GÉNÉRAL	3,946,850	189,000	3,209,850
----------------------	------------------	----------------	------------------

Tableau 5 : Budget de base pour l'année 2018 (scénario 1)

c. **Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2018**

N°	Parties	Quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Total (en dollars EU)
1	Bénin	0,473	1,118	2 113,703	35 897,717	38 011,420
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	3 061,070	51 987,180	55 048,250
3	Burundi	0,155	0,366482	692,651	11 763,522	12 456,173
4	Cameroun	1,457	3,444931	6 510,919	110 577,111	117 088,030
5	Tchad	0,942	2,227265	4 209,530	71 491,859	75 701,390
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	13 406,148	227 681,080	241 087,228
7	Comores	0,037	0,087483	165,342	2 808,067	2 973,409
8	Congo	0,766	1,81113	3 423,036	58 134,569	61 557,606
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	6 649,449	112 929,816	119 579,265
10	Égypte	12	28,3728	53 624,592	910 724,321	964 348,913
11	Éthiopie	4	9,4576	17 874,864	303 574,774	321 449,638
12	Gabon	1,095	2,589018	4 893,244	83 103,594	87 996,838
13	Gambie	0,048	0,113491	214,498	3 642,897	3 857,396
14	Libye	3,26	7,707944	14 568,014	247 413,440	261 981,455
15	Mali	0,619	1,463564	2 766,135	46 978,196	49 744,331
16	Mozambique	0,871	2,059392	3 892,252	66 103,407	69 995,659
17	Maurice	0,679	1,605428	3 034,258	51 531,818	54 566,076
18	Niger	0,422	0,997777	1 885,798	32 027,139	33 912,937
19	Sénégal	0,841	1,98846	3 758,190	63 826,596	67 584,786
20	Soudan	3,322	7,854537	14 845,075	252 118,849	266 963,924
21	Tanzanie	1,656	3,915446	7 400,194	125 679,956	133 080,150
22	Togo	0,247	0,584007	1 103,773	18 745,742	19 849,515
23	Tunisie	2,339	5,530332	10 452,327	177 515,349	187 967,676
24	Ouganda	1,141	2,69778	5 098,805	86 594,704	91 693,509
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	3 356,006	56 996,164	60 352,169
	Total	42,294	100,000	188 999,875	3 209 847,869	3 398 847,743

Tableau 6 : Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2018 (scénario 1)

d. Budget de base pour l'année 2019 (augmentation du budget de 5 %)

N°	Poste budgétaire			Montant (en dollars EU)			
				Total	Quotes-parts	Contributions volontaires	
1	Troisième Conférence des Parties (étant donné que les COP se tiennent tous les deux ans, les coûts indiqués représentent la moitié des coûts totaux)	Déplacements et indemnités journalières des participants		55,125	55,125	0	
		Personnes-ressources		27,563	27,563	0	
		Communications		11,025	11,025	0	
		Rapports		19,294	19,284	0	
		Reprographie et papeterie		5,513	5,513	0	
		Restauration		13,781	13,781	0	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		66,150	66,150	0	
Sous-total 1			198,450	198,450	0		
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	Déplacements et indemnités journalières des participants		77,175	0	77,175	
		Personnes-ressources		22,050	0	22,050	
		Communications		11,025	0	11,025	
		Rapports		5,513	0	5,513	
		Reprographie et papeterie		5,513	0	5,513	
		Restauration		7,718	0	7,718	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		11,025	0	11,025	
Sous-total 2			140,018	0	140,018		
3	Coûts de secrétariat (à supporter par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P5	209,700+5%	497,858	0	0
			1 P3	154,450+5%			
			1 G7	55,000+5%			
			1 G5	55,000+5%			
		Déplacement		52,500	0	0	
		Communications		10,500	0	0	
		Reprographie		4,200	0	0	
		Papeterie		5,093	0	0	
Autres coûts		5,000	0	0			
Sous-total 3			(575,400)	0	0		
4	Assistance et soutien technique aux Parties (voir Plan de travail)			3,230,325	0	3,230,325	
	Sous-total 4			3,230,325	0	3,230,325	
TOTAL GÉNÉRAL				4,144,193	198,450	3,370,342	

--	--	--	--

Tableau 6 : Budget de base pour l'année 2018 (scénario 1)

e. Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2019

N°	Parties	Quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Total (en dollars EU)
1	Bénin	0,473	1,118	2 219,388	37 692,597	39 911,985
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	3 214,124	54 586,531	57 800,655
3	Burundi	0,155	0,366482	727,284	12 351,697	13 078,980
4	Cameroun	1,457	3,444931	6 836,465	116 105,950	122 942,415
5	Tchad	0,942	2,227265	4 420,007	75 066,441	79 486,448
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	14 076,455	239 065,099	253 141,554
7	Comores	0,037	0,087483	173,610	2 948,470	3 122,079
8	Congo	0,766	1,81113	3 594,188	61 041,289	64 635,477
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	6 981,922	118 576,289	125 558,211
10	Égypte	12	28,3728	56 305,822	956 260,395	1 012 566,217
11	Éthiopie	4	9,4576	18 768,607	318 753,465	337 522,072
12	Gabon	1,095	2,589018	5 137,906	87 258,761	92 396,667
13	Gambie	0,048	0,113491	225,223	3 825,042	4 050,265
14	Libye	3,26	7,707944	15 296,415	259 784,074	275 080,489
15	Mali	0,619	1,463564	2 904,442	49 327,099	52 231,541
16	Mozambique	0,871	2,059392	4 086,864	69 408,567	73 495,431
17	Maurice	0,679	1,605428	3 185,971	54 108,401	57 294,372
18	Niger	0,422	0,997777	1 980,088	33 628,491	35 608,579
19	Sénégal	0,841	1,98846	3 946,100	67 017,916	70 964,016
20	Soudan	3,322	7,854537	15 587,328	264 724,753	280 312,081
21	Tanzanie	1,656	3,915446	7 770,203	131 963,935	139 734,138
22	Togo	0,247	0,584007	1 158,961	19 683,026	20 841,988
23	Tunisie	2,339	5,530332	10 974,943	186 391,089	197 366,032
24	Ouganda	1,141	2,69778	5 353,745	90 924,426	96 278,171
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	3 523,806	59 845,963	63 369,769
	Total	42,294	100,000	198 449,868	3 370 339,762	3 568 789,630

Tableau 7 : Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2019 (scénario 1)

7. **Scénario 2** : Budget du Plan de travail et quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour la période biennale 2018-2019

a. **Plan de travail chiffré**

N°	Produit	Résultat	Activités	Mesure des performances	Budget estimatif (en dollars EU)
1	Élaboration d'une législation nationale adéquate sur l'interdiction du mouvement des déchets dangereux	Convention mise en œuvre par le biais d'une législation nationale	Examen de la législation nationale, consultation avec les parties prenantes pertinentes ; sensibilisation et rédaction de la législation nationale	Parties dotées d'une législation nationale adéquate sur le système de surveillance des mouvements transfrontières et de la gestion de déchets dangereux	420,000
2	Formation des autorités compétentes, des correspondants et des observatoires de gestion des déchets	Autorités compétentes, correspondants et observatoires de gestion des déchets capables de s'acquitter de leurs responsabilités découlant de la Convention	Atelier sur les exigences d'établissement de rapports des Conventions de Bamako et de Bâle, en référence à l'élaboration d'inventaires nationaux des déchets dangereux.	1. Inventaires initiés au niveau pays. 2. Les Parties produisent des rapports, tels que requis dans le cadre des Conventions	462,000
3	Élaboration d'une stratégie pour la gestion des déchets dangereux et de ses programmes de financement Mobilisation de ressources pour une gestion rationnelle des produits chimiques	Programmes de gestion des déchets dangereux financés Stratégie de financement élaborée et disponible au niveau pays	5. Création de partenariats 6. Renforcement de l'expertise nationale	7. Nombre d'activités financées 8. Nombre de stratégies élaborées et mises en œuvre 9. Nombre de partenariats noués	210,000 357,000
4	Promotion de la ratification et de la mise en œuvre des Conventions de Bamako/Bâle	Représentation et participation plus larges de la région Afrique aux Conventions	Élaboration de fiches d'information, de documents d'information, de brochures, de dossiers de presse Organisation de réunions avec les parlementaires et les	Huit (8) autres ratifications de la Convention de Bamako ; sensibilisation accrue des décideurs et des communautés aux questions concernant la gestion des déchets dangereux (par exemple, les déchets électroniques)	262,500

			décideurs	Dix (10) parlementaires formés dans tous les États membres	
5	Collaboration avec la Convention de Bâle et les institutions pertinentes	Élaboration d'une approche complémentaire de la gestion des déchets dangereux dans la région Afrique	7. Promotion de la Convention de Bamako pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux	Les Conventions de Bamako et de Bâle sont effectivement utilisées pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux	147,000
	Coopération efficace avec les Centres régionaux et de coordination de la Convention de Bâle (CRCCB)	Centres régionaux facilitant la mise en œuvre des Conventions de Bamako et de Bâle	8. Élaboration de programmes d'activités conjoints	Plan d'affaires mis en œuvre Programmes conjoints	157,500
	Création de partenariats	Relations de travail formelles nouées avec les Secrétariats des Conventions pertinentes, les OIG, les ONG et le secteur des affaires	9. Élaboration d'un plan d'affaires conjoint pour le Secrétariat de la Convention de Bamako et les CRCCB en Afrique et dans d'autres régions (coopération Sud-Sud)	Nombre d'activités conjointes réalisées	168,000
TOTAL					2,184,000

Tableau 8 : Plan de travail chiffré pour la période biennale 2018-2019 (scénario 2)

b. Budget de base pour l'année 2018

N°	Poste budgétaire			Montant (en dollars EU)			
				Total	Quotes-parts	Contributions volontaires	
1	Troisième Conférence des Parties (étant donné que les COP se tiennent tous les deux ans, les coûts indiqués représentent la moitié des coûts totaux)	Déplacements et indemnités journalières des participants		52,500	52,500	0	
		Personnes-ressources		26,250	26,250	0	
		Communications		10,500	10,500	0	
		Rapports		18,375	18,375	0	
		Reprographie et papeterie		5,250	5,250	0	
		Restauration		13,125	13,125	0	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		63,000	63,000	0	
Sous-total 1			189,000	151,200	37,800		
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	Déplacements et indemnités journalières des participants		73,500	0	73,500	
		Personnes-ressources		21,000	0	21,000	
		Communications		10,500	0	10,500	
		Rapports		5,250	0	5,250	
		Reprographie et papeterie		5,250	0	5,250	
		Restauration		7,350	0	7,350	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		10,500	0	10,500	
Sous-total 2			133,350	0	133,350		
3	Coûts de secrétariat (à supporter par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P5	209,700	474,150	0	0
			1 P3	154,450			
			1 G7	55,000			
			1 G5	55,000			
		Déplacement		50,000	0	0	
		Communications		10,000	0	0	
		Reprographie		4,000	0	0	
Papeterie		4,850	0	0			
Autres coûts		5,000	0	0			
Sous-total 3			(548,000)	0	0		
4	Assistance et soutien technique aux Parties (voir Plan de travail)			2,184,00	0	2,184,00	
	Sous-total 4			2,184,000	0	2,184,000	

TOTAL GÉNÉRAL	3,054,350	151,200	2,355,150
----------------------	------------------	----------------	------------------

Tableau 9 : Budget de base pour l'année 2018 (Scénario 2)

c. Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2018

N°	Parties	Quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Total (en dollars EU)
1	Bénin	0,473	1,118	1 690,962	26 339,084	28 030,046
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	2 448,856	38 144,339	40 593,195
3	Burundi	0,155	0,366482	554,121	8 631,201	9 185,322
4	Cameroun	1,457	3,444931	5 208,735	81 133,288	86 342,023
5	Tchad	0,942	2,227265	3 367,624	52 455,427	55 823,051
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	10 724,918	167 055,500	177 780,418
7	Comores	0,037	0,087483	132,274	2 060,351	2 192,625
8	Congo	0,766	1,81113	2 738,429	42 654,838	45 393,267
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	5 319,560	82 859,528	88 179,087
10	Égypte	12	28,3728	42 899,674	668 221,999	711 121,673
11	Éthiopie	4	9,4576	14 299,891	222 740,666	237 040,558
12	Gabon	1,095	2,589018	3 914,595	60 975,257	64 889,853
13	Gambie	0,048	0,113491	171,599	2 672,888	2 844,487
14	Libye	3,26	7,707944	11 654,411	181 533,643	193 188,054
15	Mali	0,619	1,463564	2 212,908	34 469,118	36 682,026
16	Mozambique	0,871	2,059392	3 113,801	48 501,780	51 615,581
17	Maurice	0,679	1,605428	2 427,407	37 810,228	40 237,635
18	Niger	0,422	0,997777	1 508,639	23 499,140	25 007,779
19	Sénégal	0,841	1,98846	3 006,552	46 831,225	49 837,777
20	Soudan	3,322	7,854537	11 876,060	184 986,123	196 862,183
21	Tanzanie	1,656	3,915446	5 920,155	92 214,636	98 134,791
22	Togo	0,247	0,584007	883,018	13 754,236	14 637,254
23	Tunisie	2,339	5,530332	8 361,861	130 247,605	138 609,466
24	Ouganda	1,141	2,69778	4 079,044	63 536,775	67 615,819
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	2 684,805	41 819,560	44 504,365
	Total	42,294	100,000	151 199,900	2 355 148,436	2 506 348,336

Tableau 10 : Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2018 (scénario 2)

d. Budget de base pour l'année 2019 (augmentation de 5 %)

N°	Poste budgétaire			Montant (en dollars EU)			
				Total	Quotes-parts	Contributions volontaires	
1	Troisième Conférence des Parties (étant donné que les COP se tiennent tous les deux ans, les coûts indiqués représentent la moitié des coûts totaux)	Déplacements et indemnités journalières des participants		55,125	55,125	0	
		Personnes-ressources		27,563	27,563	0	
		Communications		11,025	11,025	0	
		Rapports		19,294	19,294	0	
		Reprographie et papeterie		5,513	5,513	0	
		Restauration		13,781	13,781	0	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		66,150	66,150	0	
Sous-total 1			198,450	158,760	39,690		
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	Déplacements et indemnités journalières des participants		77,175	0	77,175	
		Personnes-ressources		22,050	0	22,050	
		Communications		11,025	0	11,025	
		Rapports		5,513	0	5,513	
		Reprographie et papeterie		5,513	0	5,513	
		Restauration		7,718	0	7,718	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		11,025	0	11,025	
Sous-total 2			140,018	0	140,018		
3	Coûts de secrétariat (à supporter par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P5	209,700+5%	497,858	0	0
			1 P3	154,450+5%			
			1 G7	55,000+5%			
			1 G5	55,000+5%			
		Déplacement		52,500	0	0	
		Communications		10,500	0	0	
		Reprographie		4,200	0	0	
		Papeterie		5,093	0	0	
Autres coûts		5,250	0	0			
Sous-total 3			(575,400)	0	0		
4	Assistance et soutien technique aux Parties (voir Plan de travail)			2,293,200	0	2,293,200	
	Sous-total 4			2,293,200	0	2,293,200	
TOTAL GÉNÉRAL				3,207,067.5	158,760	2,472,918	

Tableau 11 : Budget de base pour l'année 2019 (scénario 2)

e. Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2019

N°	Parties	Quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Total (en dollars EU)
1	Bénin	0,473	1,118	1 775,510	27 656,155	29 431,666
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	2 571,299	40 051,726	42 623,025
3	Burundi	0,155	0,366482	581,827	9 062,799	9 644,626
4	Cameroun	1,457	3,444931	5 469,172	85 190,314	90 659,486
5	Tchad	0,942	2,227265	3 536,006	55 078,432	58 614,438
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	11 261,164	175 409,020	186 670,184
7	Comores	0,037	0,087483	138,888	2 163,378	2 302,266
8	Congo	0,766	1,81113	2 875,351	44 787,770	47 663,120
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	5 585,538	87 002,874	92 588,411
10	Égypte	12	28,3728	45 044,657	701 636,078	746 680,736
11	Éthiopie	4	9,4576	15 014,886	233 878,693	248 893,579
12	Gabon	1,095	2,589018	4 110,325	64 024,292	68 134,617
13	Gambie	0,048	0,113491	180,179	2 806,544	2 986,723
14	Libye	3,26	7,707944	12 237,132	190 611,135	202 848,267
15	Mali	0,619	1,463564	2 323,554	36 192,728	38 516,281
16	Mozambique	0,871	2,059392	3 269,491	50 927,085	54 196,577
17	Maurice	0,679	1,605428	2 548,777	39 700,908	42 249,685
18	Niger	0,422	0,997777	1 584,070	24 674,202	26 258,273
19	Sénégal	0,841	1,98846	3 156,880	49 172,995	52 329,875
20	Soudan	3,322	7,854537	12 469,863	194 236,254	206 706,117
21	Tanzanie	1,656	3,915446	6 216,163	96 825,779	103 041,942
22	Togo	0,247	0,584007	927,169	14 442,009	15 369,178
23	Tunisie	2,339	5,530332	8 779,954	136 760,566	145 540,520
24	Ouganda	1,141	2,69778	4 282,996	66 713,897	70 996,893
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	2 819,045	43 910,725	46 729,769
	Total	42,294	100,000	158 759,895	2 472 916,358	2 631 676,253

Tableau 12 : Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2019 (scénario 2)

8. **Scénario 3** : Plan de travail, budget et quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour la période biennale 2018-2019

a. **Plan de travail chiffré**

N°	Produit	Résultat	Activités	Mesure des performances	Budget estimatif (en dollars EU)
1	Élaboration d'une législation nationale adéquate sur l'interdiction du mouvement des déchets dangereux	Convention mise en œuvre par le biais d'une législation nationale	Examen de la législation nationale, consultation avec les parties prenantes pertinentes ; sensibilisation et rédaction de la législation nationale	Parties dotées d'une législation nationale adéquate sur le système de surveillance des mouvements transfrontières et de la gestion de déchets dangereux	420,000
2	Formation des autorités compétentes, des correspondants et des observatoires de gestion des déchets	Autorités compétentes, correspondants et observatoires de gestion des déchets capables de s'acquitter de leurs responsabilités découlant de la Convention	Atelier sur les exigences d'établissement de rapports des Conventions de Bamako et de Bâle, en référence à l'élaboration d'inventaires nationaux des déchets dangereux.	1. Inventaires initiés au niveau pays. 2. Les Parties produisent des rapports, tels que requis dans le cadre des Conventions	462,000
3	Élaboration d'une stratégie pour la gestion des déchets dangereux et de ses programmes de financement Mobilisation de ressources pour une gestion rationnelle des produits chimiques	Programmes de gestion des déchets dangereux financés Stratégie de financement élaborée et disponible au niveau pays	7. Création de partenariats 8. Renforcement de l'expertise nationale	10. Nombre d'activités financées 11. Nombre de stratégies élaborées et mises en œuvre 12. Nombre de partenariats noués	210,000 357,000
	Collaboration avec la Convention de Bâle et les institutions pertinentes	Élaboration d'une approche complémentaire de la gestion des déchets dangereux dans la région	10. Promotion de la Convention de Bamako pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des	Les Conventions de Bamako et de Bâle sont effectivement utilisées pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets	147,000

4	Coopération efficace avec les Centres régionaux et de coordination de la Convention de Bâle (CRCCB) Création de partenariats	Afrique	déchets dangereux	dangereux	
		Centres régionaux facilitant la mise en œuvre des Conventions de Bamako et de Bâle	11. Élaboration de programmes d'activités conjoints 12. Élaboration d'un plan d'affaires conjoint pour le Secrétariat de la Convention de Bamako et les CRCCB en Afrique et dans d'autres régions (coopération Sud-Sud)	Plan d'affaires mis en œuvre Programmes conjoints Nombre d'activités conjointes réalisées	157,500
TOTAL					1,921,500

Tableau 13 : Plan de travail chiffré pour la période biennale 2018-2019 (scénario 3)

b. Budget de base pour l'année 2018

N°	Poste budgétaire			Montant (en dollars EU)			
				Total	Quotes-parts	Contributions volontaires	
1	Troisième Conférence des Parties (étant donné que les COP se tiennent tous les deux ans, les coûts indiqués représentent la moitié des coûts totaux)	Déplacements et indemnités journalières des participants		52,500	52,500	0	
		Personnes-ressources		26,250	26,250	0	
		Communications		10,500	10,500	0	
		Rapports		18,375	18,375	0	
		Reprographie et papeterie		5,250	5,250	0	
		Restauration		13,125	13,125	0	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		63,000	63,000	0	
Sous-total 1			189,000	113,400	75,600		
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	Déplacements et indemnités journalières des participants		73,500	0	73,500	
		Personnes-ressources		21,000	0	21,000	
		Communications		10,500	0	10,500	
		Rapports		5,250	0	5,250	
		Reprographie et papeterie		5,250	0	5,250	
		Restauration		7,350	0	7,350	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		10,500	0	10,500	
Sous-total 2			133,350	0	133,350		
3	Coûts de secrétariat (à supporter par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P5	209,700	474,150	0	0
			1 P3	154,450			
			1 G7	55,000			
			1 G5	55,000			
		Déplacement		50,000	0	0	
		Communications		10,000	0	0	
		Reprographie		4,000	0	0	
Papeterie		4,850	0	0			
Autres coûts		5,000	0	0			
Sous-total 3			(548,000)	0	0		
4	Assistance et soutien technique aux Parties (voir Plan de travail)			1,921,500	0	1,921,500	
	Sous-total 4			1,921,500	0	1,921,500	

TOTAL GÉNÉRAL	2,791,850	113,400	2,130,450
----------------------	------------------	----------------	------------------

Tableau 14 : Budget de base pour l'année 2018 (Scénario 3)

c. Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2018

N°	Parties	Quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Total (en dollars EU)
1	Bénin	0,473	1,118	1 268,222	23 826,126	25 094,348
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	1 836,642	34 505,066	36 341,709
3	Burundi	0,155	0,366482	415,591	7 807,716	8 223,306
4	Cameroun	1,457	3,444931	3 906,552	73 392,528	77 299,080
5	Tchad	0,942	2,227265	2 525,718	47 450,763	49 976,481
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	8 043,689	151 117,079	159 160,768
7	Comores	0,037	0,087483	99,205	1 863,777	1 962,983
8	Congo	0,766	1,81113	2 053,822	38 585,228	40 639,049
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	3 989,670	74 954,071	78 943,741
10	Égypte	12	28,3728	32 174,755	604 468,318	636 643,073
11	Éthiopie	4	9,4576	10 724,918	201 489,439	212 214,358
12	Gabon	1,095	2,589018	2 935,946	55 157,734	58 093,680
13	Gambie	0,048	0,113491	128,699	2 417,873	2 546,572
14	Libye	3,26	7,707944	8 740,808	164 213,893	172 954,701
15	Mali	0,619	1,463564	1 659,681	31 180,491	32 840,172
16	Mozambique	0,871	2,059392	2 335,351	43 874,325	46 209,676
17	Maurice	0,679	1,605428	1 820,555	34 202,832	36 023,387
18	Niger	0,422	0,997777	1 131,479	21 257,136	22 388,615
19	Sénégal	0,841	1,98846	2 254,914	42 363,155	44 618,069
20	Soudan	3,322	7,854537	8 907,045	167 336,979	176 244,024
21	Tanzanie	1,656	3,915446	4 440,116	83 416,628	87 856,744
22	Togo	0,247	0,584007	662,264	12 441,973	13 104,237
23	Tunisie	2,339	5,530332	6 271,396	117 820,950	124 092,346
24	Ouganda	1,141	2,69778	3 059,283	57 474,863	60 534,146
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	2 013,603	37 829,642	39 843,246
	Total	42,294	100,000	113 399,925	2 130 448,585	2 243 848,510

Tableau 15 : Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2018 (scénario 3)

d. Budget de base pour l'année 2019 (augmentation de 5 %)

N°	Poste budgétaire			Montant (en dollars EU)			
				Total	Quotes-parts	Contributions volontaires	
1	Troisième Conférence des Parties (étant donné que les COP se tiennent tous les deux ans, les coûts indiqués représentent la moitié des coûts totaux)	Déplacements et indemnités journalières des participants		55,125.00	55,125.00	0	
		Personnes-ressources		27,562.50	27,562.50	0	
		Communications		11,025.00	11,025.00	0	
		Rapports		19,293.75	19,293.75	0	
		Reprographie et papeterie		5,512.50	5,512.50	0	
		Restauration		13,781.25	13,781.25	0	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		66,150.00	66,150.00	0	
Sous-total 1			198,450	119,070	79,380		
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	Déplacements et indemnités journalières des participants		77,175.00	0	77,175.00	
		Personnes-ressources		22,050.00	0	22,050.00	
		Communications		11,025.00	0	11,025.00	
		Rapports		5,512.50	0	5,512.50	
		Reprographie et papeterie		5,512.50	0	5,512.50	
		Restauration		7,717.50	0	7,717.50	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		11,025.00	0	11,025.00	
Sous-total 2			140,017.5	0	140,017.5		
3	Coûts de secrétariat (à supporter par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P5	209,700+5%	497,857.5	0	0
			1 P3	154,450+5%			
			1 G7	55,000+5%			
			1 G5	55,000 +			
		Déplacement		52,500.00	0	0	
		Communications		10,500.00	0	0	
		Reprographie		4,200.00	0	0	
Papeterie		5,092.50	0	0			
Autres coûts		5,250.00	0	0			
Sous-total 3			575,400	0	0		
4	Assistance et soutien technique aux Parties (voir Plan de travail)			2,017,575	0	2,017,575	
	Sous-total 4			2,017,575	0	2,017,575	

TOTAL GÉNÉRAL	2,931,442.5	119,070	2,348,821.125
----------------------	--------------------	----------------	----------------------

Tableau 16 : Budget de base pour l'année 2019 (scénario 3)

e. Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2019

N°	Parties	Quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Total (en dollars EU)
1	Bénin	0,473	1,118	1 330,850	26 268,304	27 599,154
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	1 927,341	38 041,836	39 969,176
3	Burundi	0,155	0,366482	436,114	8 608,007	9 044,120
4	Cameroun	1,457	3,444931	4 099,468	80 915,262	85 014,730
5	Tchad	0,942	2,227265	2 650,445	52 314,466	54 964,911
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	8 440,908	166 606,580	175 047,488
7	Comores	0,037	0,087483	104,105	2 054,814	2 158,919
8	Congo	0,766	1,81113	2 155,245	42 540,213	44 695,459
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	4 186,690	82 636,864	86 823,554
10	Égypte	12	28,3728	33 763,632	666 426,320	700 189,952
11	Éthiopie	4	9,4576	11 254,544	222 142,107	233 396,651
12	Gabon	1,095	2,589018	3 080,931	60 811,402	63 892,333
13	Gambie	0,048	0,113491	135,055	2 665,705	2 800,760
14	Libye	3,26	7,707944	9 172,453	181 045,817	190 218,270
15	Mali	0,619	1,463564	1 741,641	34 376,491	36 118,132
16	Mozambique	0,871	2,059392	2 450,677	48 371,444	50 822,121
17	Maurice	0,679	1,605428	1 910,459	37 708,623	39 619,081
18	Niger	0,422	0,997777	1 187,354	23 435,992	24 623,347
19	Sénégal	0,841	1,98846	2 366,268	46 705,378	49 071,646
20	Soudan	3,322	7,854537	9 346,899	184 489,020	193 835,918
21	Tanzanie	1,656	3,915446	4 659,381	91 966,832	96 626,213
22	Togo	0,247	0,584007	694,968	13 717,275	14 412,243
23	Tunisie	2,339	5,530332	6 581,095	129 897,597	136 478,692
24	Ouganda	1,141	2,69778	3 210,359	63 366,036	66 576,395
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	2 113,041	41 707,181	43 820,221
	Total	42,294	100,000	118 999,921	2 348 819,565	2 467 819,486

Tableau 17 : Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2019 (scénario 3)

9. **Scénario 4** : Plan de travail, budget et quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour la période biennale 2018-2019

a. **Plan de travail chiffré**

N°	Produit	Résultat	Activités	Mesure des performances	Budget estimatif (en dollars EU)
1	Élaboration d'une législation nationale adéquate sur l'interdiction du mouvement des déchets dangereux	Convention mise en œuvre par le biais d'une législation nationale	Examen de la législation nationale, consultation avec les parties prenantes pertinentes ; sensibilisation et rédaction de la législation nationale	Parties dotées d'une législation nationale adéquate sur le système de surveillance des mouvements transfrontières et de la gestion de déchets dangereux	420,000
2	Formation des autorités compétentes, des correspondants et des observatoires de gestion des déchets	Autorités compétentes, correspondants et observatoires de gestion des déchets capables de s'acquitter de leurs responsabilités découlant de la Convention	Atelier sur les exigences d'établissement de rapports des Conventions de Bamako et de Bâle, en référence à l'élaboration d'inventaires nationaux des déchets dangereux.	1. Inventaires initiés au niveau pays. 2. Les Parties produisent des rapports, tels que requis dans le cadre des Conventions	462,000
3	Élaboration d'une stratégie pour la gestion des déchets dangereux et de ses programmes de financement	Programmes de gestion des déchets dangereux financés Stratégie de financement élaborée et disponible au niveau pays	9. Création de partenariats 10. Renforcement de l'expertise nationale	13. Nombre d'activités financées 14. Nombre de stratégies élaborées et mises en œuvre 15. Nombre de partenariats noués	210,000
	Collaboration avec la Convention de Bâle et les institutions pertinentes	Élaboration d'une approche complémentaire de la gestion des déchets dangereux dans la région Afrique	13. Promotion de la Convention de Bamako pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux	Les Conventions de Bamako et de Bâle sont effectivement utilisées pour faciliter la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux	147,000

4	Coopération efficace avec les Centres régionaux et de coordination de la Convention de Bâle (CRCCB)	Centres régionaux facilitant la mise en œuvre des Conventions de Bamako et de Bâle	14. Élaboration de programmes d'activités conjoints	Plan d'affaires mis en œuvre	157,500
	Création de partenariats	Relations de travail formelles nouées avec les Secrétariats des Conventions pertinentes, les OIG, les ONG et le secteur des affaires	15. Élaboration d'un plan d'affaires conjoint pour le Secrétariat de la Convention de Bamako et les CRCCB en Afrique et dans d'autres régions (coopération Sud-Sud)	Programmes conjoints Nombre d'activités conjointes réalisées	168,000
TOTAL					1,564,500

Tableau 16 : Plan de travail chiffré pour la période biennale 2018-2019 (scénario 4)

b. Budget de base pour l'année 2018

N°	Poste budgétaire			Montant (en dollars EU)			
				Total	Quotes-parts	Contributions volontaires	
1	Troisième Conférence des Parties (étant donné que les COP se tiennent tous les deux ans, les coûts indiqués représentent la moitié des coûts totaux)	Déplacements et indemnités journalières des participants		52,500	52,500	0	
		Personnes-ressources		26,250	26,250	0	
		Communications		10,500	10,500	0	
		Rapports		18,375	18,375	0	
		Reprographie et papeterie		5,250	5,250	0	
		Restauration		13,125	13,125	0	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		63,000	63,000	0	
Sous-total 1			189,000	94,500	94,500		
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	Déplacements et indemnités journalières des participants		73,500	0	73,500	
		Personnes-ressources		21,000	0	21,000	
		Communications		10,500	0	10,500	
		Rapports		5,250	0	5,250	
		Reprographie et papeterie		5,250	0	5,250	
		Restauration		7,350	0	7,350	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		10,500	0	10,500	
Sous-total 2			133,350	0	133,350		
3	Coûts de secrétariat (à supporter par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P5	209,700	474,150	0	0
			1 P3	154,450			
			1 G7	55,000			
			1 G5	55,000			
		Déplacement		50,000	0	0	
		Communications		10,000	0	0	
		Reprographie		4,000	0	0	
Papeterie		4,850	0	0			
Autres coûts		5,000	0	0			
Sous-total 3			548,000	0	0		
4	Assistance et soutien technique aux Parties (voir Plan de travail)			1,564,500	0	1,564,500	
	Sous-total 4			1,564,500	0	1,564,500	

TOTAL GÉNÉRAL	2,434,850	94,500	1,792,350
----------------------	------------------	---------------	------------------

Tableau 17 : Budget de base pour l'année 2018 (scénario 4)

c. Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2018

N°	Parties	Quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Total (en dollars EU)
1	Bénin	0,473	1,118	1 056,851	20 044,947	21 101,798
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	1 530,535	29 029,152	30 559,687
3	Burundi	0,155	0,366482	346,325	6 568,640	6 914,966
4	Cameroun	1,457	3,444931	3 255,460	61 745,217	65 000,677
5	Tchad	0,942	2,227265	2 104,765	39 920,381	42 025,146
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	6 703,074	127 134,970	133 838,044
7	Comores	0,037	0,087483	82,671	1 567,998	1 650,669
8	Congo	0,766	1,81113	1 711,518	32 461,796	34 173,314
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	3 324,725	63 058,945	66 383,670
10	Égypte	12	28,3728	26 812,296	508 539,881	535 352,177
11	Éthiopie	4	9,4576	8 937,432	169 513,294	178 450,726
12	Gabon	1,095	2,589018	2 446,622	46 404,264	48 850,886
13	Gambie	0,048	0,113491	107,249	2 034,160	2 141,409
14	Libye	3,26	7,707944	7 284,007	138 153,334	145 437,341
15	Mali	0,619	1,463564	1 383,068	26 232,182	27 615,250
16	Mozambique	0,871	2,059392	1 946,126	36 911,520	38 857,645
17	Maurice	0,679	1,605428	1 517,129	28 774,882	30 292,011
18	Niger	0,422	0,997777	942,899	17 883,652	18 826,552
19	Sénégal	0,841	1,98846	1 879,095	35 640,170	37 519,265
20	Soudan	3,322	7,854537	7 422,537	140 780,790	148 203,328
21	Tanzanie	1,656	3,915446	3 700,097	70 178,504	73 878,600
22	Togo	0,247	0,584007	551,886	10 467,446	11 019,332
23	Tunisie	2,339	5,530332	5 226,163	99 122,898	104 349,062
24	Ouganda	1,141	2,69778	2 549,402	48 353,667	50 903,069
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	1 678,003	31 826,121	33 504,124
	Total	42,294	100,000	94 499,937	1 792 348,810	1 886 848,747

Tableau 18 : Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2018 (scénario 4)

d. Budget de base pour l'année 2019 (augmentation de 5 %)

N°	Poste budgétaire			Montant (en dollars EU)			
				Total	Quotes-parts	Contributions volontaires	
1	Troisième Conférence des Parties (étant donné que les COP se tiennent tous les deux ans, les coûts indiqués représentent la moitié des coûts totaux)	Déplacements et indemnités journalières des participants		55,125.00	55,125.00	0	
		Personnes-ressources		27,562.50	27,562.50	0	
		Communications		11,025.00	11,025.00	0	
		Rapports		19,293.75	19,293.75	0	
		Reprographie et papeterie		5,512.50	5,512.50	0	
		Restauration		13,781.25	13,781.25	0	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		66,150.00	66,150.00	0	
Sous-total 1			198,450	99,225	99,225		
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	Déplacements et indemnités journalières des participants		77,175.00	0	77,175.00	
		Personnes-ressources		22,050.00	0	22,050.00	
		Communications		11,025.00	0	11,025.00	
		Rapports		5,512.50	0	5,512.50	
		Reprographie et papeterie		5,512.50	0	5,512.50	
		Restauration		7,717.50	0	7,717.50	
		Autres coûts (lieu, cocktails, etc.)		11,025.00	0	11,025.00	
Sous-total 2			140,017.5	0	140,017.5		
3	Coûts de secrétariat (à supporter par le Programme des Nations Unies pour l'environnement)	Salaires	1 P5	209,700 + 5%	497,857.5	0	0
			1 P3	154,450			
			1 G7	55,000			
			1 G5	55,000			
		Déplacement		52,500.00	0	0	
		Communications		10,500.00	0	0	
		Reprographie		4,200.00	0	0	
Papeterie		5,092.50	0	0			
Autres coûts		5,250.00	0	0			
Sous-total 3			575,400	0	0		
4	Assistance et soutien technique aux Parties (voir Plan de travail)			1,642,725	0	1,642,725	
	Sous-total 4			1,642,725	0	1,642,725	
TOTAL GÉNÉRAL				2,556,592.5	99,225	1,881,967.5	

Tableau 19 : Budget de base pour l'année 2019 (scénario 4)

e. Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2019

N°	Parties	Quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)	Total (en dollars EU)
1	Bénin	0,473	1,118	1 109,694	21 047,194	22 156,888
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	1 607,062	30 480,609	32 087,671
3	Burundi	0,155	0,366482	363,642	6 897,072	7 260,714
4	Cameroun	1,457	3,444931	3 418,233	64 832,478	68 250,711
5	Tchad	0,942	2,227265	2 210,003	41 916,400	44 126,403
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	7 038,228	133 491,719	140 529,946
7	Comores	0,037	0,087483	86,805	1 646,398	1 733,203
8	Congo	0,766	1,81113	1 797,094	34 084,886	35 881,980
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	3 490,961	66 211,892	69 702,853
10	Égypte	12	28,3728	28 152,911	533 966,875	562 119,786
11	Éthiopie	4	9,4576	9 384,304	177 988,958	187 373,262
12	Gabon	1,095	2,589018	2 568,953	48 724,477	51 293,430
13	Gambie	0,048	0,113491	112,612	2 135,867	2 248,479
14	Libye	3,26	7,707944	7 648,207	145 061,001	152 709,208
15	Mali	0,619	1,463564	1 452,221	27 543,791	28 996,012
16	Mozambique	0,871	2,059392	2 043,432	38 757,096	40 800,528
17	Maurice	0,679	1,605428	1 592,986	30 213,626	31 806,611
18	Niger	0,422	0,997777	990,044	18 777,835	19 767,879
19	Sénégal	0,841	1,98846	1 973,050	37 422,178	39 395,228
20	Soudan	3,322	7,854537	7 793,664	147 819,830	155 613,494
21	Tanzanie	1,656	3,915446	3 885,102	73 687,429	77 572,530
22	Togo	0,247	0,584007	579,481	10 990,818	11 570,299
23	Tunisie	2,339	5,530332	5 487,472	104 079,043	109 566,515
24	Ouganda	1,141	2,69778	2 676,873	50 771,350	53 448,223
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	1 761,903	33 417,427	35 179,330
	Total	42,294	100,000	99 224,934	1 881 966,250	1 981 191,184

Tableau 20 : Quotes-parts et contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2019 (scénario 4)

10. Le Tableau 19 et le Tableau 20 de la présente note établissent un résumé des budgets opérationnels proposés pour les quatre scénarios respectivement pour l'année 2018 et pour l'année 2019. Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis.

N°.	Poste budgétaire	Scénario 1 : sur la base du Plan de travail et du budget, tels qu'adoptés par la dernière session de la Conférence des Parties (en dollars EU)	Scénario 2 : sur la base du retrait de certaines activités restreintes. (en dollars EU)	Scénario 3 : la même logique que dans le scénario 2 est utilisée avec une réduction supplémentaire du nombre d'activités à mettre en œuvre. (en dollars EU)	Scénario 4 : repose sur le strict minimum d'activités à mettre en œuvre, lesquelles sont alignées sur les activités réputées essentielles à l'exécution de la Convention. (en dollars EU)
1	Troisième Conférence des Parties	189,000	189,000	189,000	189,000
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	133,350	133,350	133,350	133,350
3	Coûts de secrétariat	[548,000] n.a.	548,000] n.a.	548,000] n.a.	548,000] n.a.
4	Assistance et soutien technique aux Parties	3,076,500	2,184,000	1,921,500	1,564,500
TOTAL		3,946,850	3,054,350	2,791,850	2,434,850
Quotes-parts		189,000	151,200	113,400	94,500
Contributions volontaires		3,209,850	2,355,150	2,130,450	1,792,350

Tableau 19 : Budget pour l'année 2018 pour différents scénarios

N°.	Poste budgétaire	Scénario 1 : sur la base du Plan de travail et du budget, tels qu'adoptés par la dernière session de la Conférence des Parties (en dollars EU)	Scénario 2 : sur la base du retrait de certaines activités restreintes. (en dollars EU)	Scénario 3 : la même logique que dans le scénario 2 est utilisée avec une réduction supplémentaire du nombre d'activités à mettre en œuvre (en dollars EU)	Scénario 4 : repose sur le strict minimum d'activités à mettre en œuvre, lesquelles sont alignées sur les activités réputées essentielles à l'exécution de la Convention (en dollars EU)
1	Troisième Conférence des Parties	198,450	198,450	198,450	198,450
2	Première Réunion du Comité consultatif scientifique et technique	140,018	140,018	140,018	140,018
3	Coûts de secrétariat	[575,400] n.a.	[575,400] n.a.	[575,400] n.a.	[575,400] n.a.
4	Assistance et soutien technique aux Parties	3,230,325	2,293,200	2,017,575	1,642,725
TOTAL		4,144,193	3,207,068	2,931,443	2,556,593
Quotes-parts (25%)		198,450	158,760	119,070	99,225
Contributions volontaires (75%)		3,370,342	2,472,918	2,348,821	1,881,968

Tableau 20 : Budget pour l'année 2019 pour différents scénarios

11. Le Tableau 21 et le Tableau 22 présentent respectivement les quotes-parts et les contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2018, pour différents scénarios

N°	Parties	Barème des quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)			
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
1	Bénin	0,473	1,118	2 113,703	1 690,962	1 268,222	1 056,851
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	3 061,070	2 448,856	1 836,642	1 530,535
3	Burundi	0,155	0,366482	692,651	554,121	415,591	346,325
4	Cameroun	1,457	3,444931	6 510,919	5 208,735	3 906,552	3 255,460
5	Tchad	0,942	2,227265	4 209,530	3 367,624	2 525,718	2 104,765
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	13 406,148	10 724,918	8 043,689	6 703,074
7	Comores	0,037	0,087483	165,342	132,274	99,205	82,671
8	Congo	0,766	1,81113	3 423,036	2 738,429	2 053,822	1 711,518
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	6 649,449	5 319,560	3 989,670	3 324,725
10	Égypte	12	28,3728	53 624,592	42 899,674	32 174,755	26 812,296
11	Éthiopie	4	9,4576	17 874,864	14 299,891	10 724,918	8 937,432
12	Gabon	1,095	2,589018	4 893,244	3 914,595	2 935,946	2 446,622
13	Gambie	0,048	0,113491	214,498	171,599	128,699	107,249
14	Libye	3,26	7,707944	14 568,014	11 654,411	8 740,808	7 284,007
15	Mali	0,619	1,463564	2 766,135	2 212,908	1 659,681	1 383,068
16	Mozambique	0,871	2,059392	3 892,252	3 113,801	2 335,351	1 946,126
17	Maurice	0,679	1,605428	3 034,258	2 427,407	1 820,555	1 517,129
18	Niger	0,422	0,997777	1 885,798	1 508,639	1 131,479	942,899
19	Sénégal	0,841	1,98846	3 758,190	3 006,552	2 254,914	1 879,095
20	Soudan	3,322	7,854537	14 845,075	11 876,060	8 907,045	7 422,537
21	Tanzanie	1,656	3,915446	7 400,194	5 920,155	4 440,116	3 700,097
22	Togo	0,247	0,584007	1 103,773	883,018	662,264	551,886
23	Tunisie	2,339	5,530332	10 452,327	8 361,861	6 271,396	5 226,163
24	Ouganda	1,141	2,69778	5 098,805	4 079,044	3 059,283	2 549,402
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	3 356,006	2 684,805	2 013,603	1 678,003
	Total	42,294	100,000	188 999,875	151 199,900	113 399,925	94 499,937

Tableau 21 : Quotes-parts des Parties pour l'année 2018, pour différents scénarios

N°	Parties	Barème des quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2018 (en dollars EU)			
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
1	Bénin	0,473	1,118	35 897,717	26 339,084	23 826,126	20 044,947
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	51 987,180	38 144,339	34 505,066	29 029,152
3	Burundi	0,155	0,366482	11 763,522	8 631,201	7 807,716	6 568,640
4	Cameroun	1,457	3,444931	110 577,111	81 133,288	73 392,528	61 745,217
5	Tchad	0,942	2,227265	71 491,859	52 455,427	47 450,763	39 920,381
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	227 681,080	167 055,500	151 117,079	127 134,970
7	Comores	0,037	0,087483	2 808,067	2 060,351	1 863,777	1 567,998
8	Congo	0,766	1,81113	58 134,569	42 654,838	38 585,228	32 461,796
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	112 929,816	82 859,528	74 954,071	63 058,945
10	Égypte	12	28,3728	910 724,321	668 221,999	604 468,318	508 539,881
11	Éthiopie	4	9,4576	303 574,774	222 740,666	201 489,439	169 513,294
12	Gabon	1,095	2,589018	83 103,594	60 975,257	55 157,734	46 404,264
13	Gambie	0,048	0,113491	3 642,897	2 672,888	2 417,873	2 034,160
14	Libye	3,26	7,707944	247 413,440	181 533,643	164 213,893	138 153,334
15	Mali	0,619	1,463564	46 978,196	34 469,118	31 180,491	26 232,182
16	Mozambique	0,871	2,059392	66 103,407	48 501,780	43 874,325	36 911,520
17	Maurice	0,679	1,605428	51 531,818	37 810,228	34 202,832	28 774,882
18	Niger	0,422	0,997777	32 027,139	23 499,140	21 257,136	17 883,652
19	Sénégal	0,841	1,98846	63 826,596	46 831,225	42 363,155	35 640,170
20	Soudan	3,322	7,854537	252 118,849	184 986,123	167 336,979	140 780,790
21	Tanzanie	1,656	3,915446	125 679,956	92 214,636	83 416,628	70 178,504
22	Togo	0,247	0,584007	18 745,742	13 754,236	12 441,973	10 467,446
23	Tunisie	2,339	5,530332	177 515,349	130 247,605	117 820,950	99 122,898
24	Ouganda	1,141	2,69778	86 594,704	63 536,775	57 474,863	48 353,667
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	56 996,164	41 819,560	37 829,642	31 826,121
	Total	42,294	100,000	3 209 847,869	2 355 148,436	2 130 448,585	1 792 348,810

Tableau 22 : Contributions volontaires des Parties pour l'année 2018, pour différents scénarios

12. Le Tableau 23 et le Tableau 24 présentent respectivement les quotes-parts et les contributions volontaires estimées des Parties pour l'année 2019, pour différents scénarios

N°	Parties	Barème des quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Quotes-parts des Parties au titre du Budget ordinaire pour l'année 2019 (en dollars EU)			
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
1	Bénin	0,473	1,118	2 219,388	1 775,510	1 330,850	1 109,694
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	3 214,124	2 571,299	1 927,341	1 607,062
3	Burundi	0,155	0,366482	727,284	581,827	436,114	363,642
4	Cameroun	1,457	3,444931	6 836,465	5 469,172	4 099,468	3 418,233
5	Tchad	0,942	2,227265	4 420,007	3 536,006	2 650,445	2 210,003
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	14 076,455	11 261,164	8 440,908	7 038,228
7	Comores	0,037	0,087483	173,610	138,888	104,105	86,805
8	Congo	0,766	1,81113	3 594,188	2 875,351	2 155,245	1 797,094
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	6 981,922	5 585,538	4 186,690	3 490,961
10	Égypte	12	28,3728	56 305,822	45 044,657	33 763,632	28 152,911
11	Éthiopie	4	9,4576	18 768,607	15 014,886	11 254,544	9 384,304
12	Gabon	1,095	2,589018	5 137,906	4 110,325	3 080,931	2 568,953
13	Gambie	0,048	0,113491	225,223	180,179	135,055	112,612
14	Libye	3,26	7,707944	15 296,415	12 237,132	9 172,453	7 648,207
15	Mali	0,619	1,463564	2 904,442	2 323,554	1 741,641	1 452,221
16	Mozambique	0,871	2,059392	4 086,864	3 269,491	2 450,677	2 043,432
17	Maurice	0,679	1,605428	3 185,971	2 548,777	1 910,459	1 592,986
18	Niger	0,422	0,997777	1 980,088	1 584,070	1 187,354	990,044
19	Sénégal	0,841	1,98846	3 946,100	3 156,880	2 366,268	1 973,050
20	Soudan	3,322	7,854537	15 587,328	12 469,863	9 346,899	7 793,664
21	Tanzanie	1,656	3,915446	7 770,203	6 216,163	4 659,381	3 885,102
22	Togo	0,247	0,584007	1 158,961	927,169	694,968	579,481
23	Tunisie	2,339	5,530332	10 974,943	8 779,954	6 581,095	5 487,472
24	Ouganda	1,141	2,69778	5 353,745	4 282,996	3 210,359	2 676,873
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	3 523,806	2 819,045	2 113,041	1 761,903
	Total	42,294	100,000	198 449,868	158 759,895	118 999,921	99 224,934

Tableau 23 : Quotes-parts des Parties pour l'année 2019, pour différents scénarios

N°	Parties	Barème des quotes-parts	Barème définitif des quotes-parts (%)	Contributions volontaires estimées des Parties au Budget ordinaire pour l'année 2019 (en dollars EU)			
				Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
1	Bénin	0,473	1,118	37 692,597	27 656,155	26 268,304	21 047,194
2	Burkina Faso	0,685	1,619614	54 586,531	40 051,726	38 041,836	30 480,609
3	Burundi	0,155	0,366482	12 351,697	9 062,799	8 608,007	6 897,072
4	Cameroun	1,457	3,444931	116 105,950	85 190,314	80 915,262	64 832,478
5	Tchad	0,942	2,227265	75 066,441	55 078,432	52 314,466	41 916,400
6	Côte d'Ivoire	3	7,0932	239 065,099	175 409,020	166 606,580	133 491,719
7	Comores	0,037	0,087483	2 948,470	2 163,378	2 054,814	1 646,398
8	Congo	0,766	1,81113	61 041,289	44 787,770	42 540,213	34 084,886
9	République démocratique du Congo	1,488	3,518227	118 576,289	87 002,874	82 636,864	66 211,892
10	Égypte	12	28,3728	956 260,395	701 636,078	666 426,320	533 966,875
11	Éthiopie	4	9,4576	318 753,465	233 878,693	222 142,107	177 988,958
12	Gabon	1,095	2,589018	87 258,761	64 024,292	60 811,402	48 724,477
13	Gambie	0,048	0,113491	3 825,042	2 806,544	2 665,705	2 135,867
14	Libye	3,26	7,707944	259 784,074	190 611,135	181 045,817	145 061,001
15	Mali	0,619	1,463564	49 327,099	36 192,728	34 376,491	27 543,791
16	Mozambique	0,871	2,059392	69 408,567	50 927,085	48 371,444	38 757,096
17	Maurice	0,679	1,605428	54 108,401	39 700,908	37 708,623	30 213,626
18	Niger	0,422	0,997777	33 628,491	24 674,202	23 435,992	18 777,835
19	Sénégal	0,841	1,98846	67 017,916	49 172,995	46 705,378	37 422,178
20	Soudan	3,322	7,854537	264 724,753	194 236,254	184 489,020	147 819,830
21	Tanzanie	1,656	3,915446	131 963,935	96 825,779	91 966,832	73 687,429
22	Togo	0,247	0,584007	19 683,026	14 442,009	13 717,275	10 990,818
23	Tunisie	2,339	5,530332	186 391,089	136 760,566	129 897,597	104 079,043
24	Ouganda	1,141	2,69778	90 924,426	66 713,897	63 366,036	50 771,350
25	Zimbabwe	0,751	1,775664	59 845,963	43 910,725	41 707,181	33 417,427
	Total	42,294	100,000	3 370 339,762	2 472 916,358	2 348 819,565	1 881 966,250

Tableau 24 : Contributions volontaires des Parties pour l'année 2019, pour différents scénarios

2. Action proposée

La Conférence des Parties à la Convention de Bamako pourrait envisager d'adopter une décision libellée comme suit :

DECISION 2/.... – Plan de travail et Budget pour la période biennale 2018-2019

La Conférence des Parties :

Rappelant que le paragraphe 1 de l'Article 14 de la Convention de Bamako prévoit que le budget ordinaire de la Conférence des Parties, ainsi qu'il est spécifié aux Articles 15 et 16 de la Convention, est établi par le Secrétariat et approuvé par la Conférence ;

Considérant le Règlement financier pour l'administration de la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique (Convention de Bamako) adopté par la Conférence des Parties lors de sa première session ;

Notant que la Conférence a adopté le barème des quotes-parts au titre de l'année 2018 ;

Considérant le projet de Plan de travail et du budget pour la période biennale 2018-2019 soumis à la Conférence par le Secrétariat ;

Par la présente :

1. **adopte** le Plan de travail et le budget pour la période biennale 2018-2019 joint en annexe au présent document (Annexes I et II) ;
2. **adopte** le barème des quotes-parts joint en annexe au présent document (Annexe III) ;
3. **demande** aux États parties de verser l'intégralité de leurs contributions dans un délai de quarante-cinq à trente jours à compter de la réception de la notification du Secrétaire exécutif les invitant à verser les contributions ;
4. **demande** au Secrétariat technique d'élaborer, en collaboration avec le Comité consultatif scientifique et technique et d'autres organismes nationaux, régionaux et internationaux pertinents ayant des compétences dans les domaines liés aux déchets dangereux, un Plan d'activités détaillé pour mettre en œuvre le présent Plan de travail.